bulletin

Sept. 2011 trimestriel

Société Archéologique Historique
et Scientifique de Soissons

SOMMAIRE

En couverture : le château de Bois-les-Pargny.

2 - sommaire.

3 - notre programme pour le quatrième trimestre 2011.

4 - informations diverses.

5 - Soissons sous l'occupation, par Mme Pitois-Déhu et René Verquin, le 10 avril 2011.

10 - sortie à Villeneuve-sur-Fère et Coincy-l'abbaye, par Mmes Monique Judas-Urschel et Jeannine Vercollier, le 22 mai 2011.

13 - notre sortie pique-nique en Thiérache, le 19 juin 2011.

En encart :

- invitation à la journée de la Fédération des sociétés d'histoire de l'Aisne le 16 oct.2011.
- bulletin d'inscription pour la journée à Maubeuge le 24 septembre 2011.
- bulletin d'inscription pour le repas de la journée Clovis le 26 novembre.
- bulletin d'inscription pour la conférence-diner du 15 décembre 2001.

-

Bulletin conçu, réalisé et imprimé par nos soins
Dépôt légal septembre 2011
Tirage 245 exemplaires

NOS RENCONTRES POUR LE QUATRIEME TRIMESTRE 2011

Société archéologique, historique et scientifique de Soissons
4, rue de la Congrégation, 02200 SOISSONS
Téléphone-répondeur-fax : 03 23 59 32 36
Site Internet : www.sahs-soissons.org - courriel : contact@sahs-soissons.org
Association reconnue d'intérêt général à caractère culturel par la D.S.F. de l'Aisne le 25 septembre 1996

samedi 17 au dimanche 25 septembre : à la chapelle St Charles, rue de Panleu, chaque jour de 14 à 18 heures, exposition de photographies anciennes "Vergnol intime". Il s'agit d'images prises par Vergnol père et fils durant la période 1890-1930 environ et conservées par notre Société. Au-delà des œuvres de ces deux photographes dans leur production personnelle, l'exposition montrera aussi l'évolution de la photographie au cours de cette période, dans son style, dans ses techniques et dans ses matériels. 140 photographies seront présentées ainsi qu'une collection d'appareils de l'époque. L'entrée sera gratuite. Tous nos adhérents sont conviés au vernissage le vendredi 16 septembre à 17 heures.

samedi 24 septembre : une excursion, e car, à caractère historique nous conduira à Maubeuge, en compagnie de la Société historique de Compiègne, pour comprendre la place forte de Maubeuge à travers les âges. Le rendez-vous à Maubeuge est à 9h45 heures devant l'office de tourisme pour la visite des fortifications Vauban (XVIII° et XIX° siècles), l'après-midi, visite du fort Leveau (XIX° et XX° siècles) à Feignies, commune limitrophe à 10 mn de Maubeuge. Le repas de midi sera pris dans la salle communale de Feignies. Des chaussures adaptées, des torches et une tenue en fonction de la météo sont recommandées. Départ du car devant le Centre culturel à **7 heures 45 précises. Inscription indispensable** à l'aide du bulletin joint.

dimanche 23 octobre : à 15 heures à l'auditorium du Mail, conférence de M. Simon Le Bœuf sur la loge Carolina, une loge maçonnique créée à Villers-Cotterêts au XIX^{ème} siècle. Elle sera suivie d'une intervention de M. Alain Morineau qui donnera un aperçu historique de la franc-maçonnerie en général et en particulier dans l'Aisne et à Soissons.

samedi 26 novembre : journée Clovis à l'occasion du 15ème centenaire de sa mort, avec M. Patrick Perrin, le plus grand spécialiste de Clovis. Le matin, visite de St Médard et de la crypte, à 10 heures avec M.Denis Defente, conservateur des musées de l'Aisne. Repas simple et rapide à l'hôtel des Francs (bld Jeanne d'Arc -**inscription indispensable**) suivi, à 14 h.30 d'une conférence de M. Perrin spécialiste de Clovis et des Mérovingiens, conservateur honoraire du musée de St Germain en Laye, intitulée "Clovis, mythes et réalité". A 16 heures, projection d'un DVD de 52 minutes réalisé par le Conseil général de l'Aisne sur les Mérovingiens avec, comme support pédagogique, le musée des temps barbares de Marle.

jeudi 15 décembre : conférence-dîner à 19 heures 30 au "restaurant des vignes", boulevard Jeanne d'Arc, Préalablement au repas, notre adhérent, M. Roger Lecuyer, nous parlera d'un auteur méconnu : Jules Verne. **Inscription indispensable** à l'aide du bulletin joint.

*

Nos rencontres du 1er trimestre 2012 qui seront détaillées dans notre prochain bulletin auront lieu les :
- 15 janvier,
- 19 février (assemblée générale annuelle),
- 18 mars.

Nous avons eu la tristesse d'apprendre le décès de deux de nos sociétaires :

Monsieur Joseph PHILIPON le 7 avril 2011,

Monsieur Robert VIAUTOUR le 17 mai 2011.

Que les familles trouvent ici l'expression de nos bien sincères condoléances.

I N F O R M A T I O N S D I V E R S E S

Bienvenue à nos nouveaux adhérents :

Mme Georgia DELASALLE, de Soissons,
Françoise PREVOST, de Limé
Corinne SYLVOS, de Cuffies,
MM. Philippe BRETON, de Soissons,
Michel BULTOT, de Soissons,
Thibaut CREPIN, de Soissons,
Pierre DESCHAMPS, de Lataule (Oise)

Mémorial pour trois héros de la Résistance. La municipalité a désiré rappeler qu'à Soissons, dès l'armistice de juin1940, à l'heure où la France se soumettait aux rigueurs de l'Occupation, quelques patriotes ont initié puis activé le réseau de Résistance connu sous le nom de Vérité Française, rattaché au réseau parisien Boris-Vildé, lui-même issu du réseau Musée de l'Homme, le premier bataillon créé en zone occupée au nom de la France Libre par le BCRA de Londres (Bureau Central de Renseignements et d'Action).

C'est le square accolé à l'hôtel de ville qui a été choisi pour être dédié à un groupe de trois patriotes soissonnais et qui porte désormais le nom de : square Douay-Louys-Vogel. En réalité, comme les mousquetaires de Dumas, ils étaient quatre. Le quatrième est le capitaine Henri Descamps, seul militaire du groupe honoré depuis la fin de la guerre et dont la caserne avenue de Laon évoque le martyre par une plaque.

Lors de l'inauguration le 27 mai 2011, c'est notre vice-président, René Verquin, qui a lu le mémoriel devant les représentants de la préfecture, de la mairie et de la gendarmerie, en présence de la fille d'Emile Louys et de 4 des 6 fils de Daniel Douay.

1940-1945 : Soissons sous l'occupation allemande

Conférence de Marie-Agnès Pitois-Déhu et René Verquin le 10 avril 2011

L'exposé de René Verquin évoqua tout d'abord la *drôle de guerre*, l'exode, la bataille de Soissons, les services à la population et le début de la résistance.

L'avant guerre

L'Armée, vers 1930, tout en s'adaptant aux armes nouvelles, a préféré éparpiller ses blindés plutôt que les concentrer, et a sous-estimé l'emploi massif de l'aviation. Par ailleurs, elle négligea l'organisation d'un exode, inimaginable certes, de millions de réfugiés mêlés à nos armées en fuite.

L'Administration civile se révéla aussi peu prudente. En octobre 1937, les Beaux-Arts ordonnent au bureau de Défense Passive de Soissons de faire l'inventaire des trésors de la ville et en planifie la sauvegarde.

En 1938, après les accords de Munich, les préfets se voient proposer un processus d'évacuation des populations. Les départements du nord sont jumelés à ceux du sud, dont l'Aisne à la Mayenne. La gare de Soissons eut mission de se structurer pour accueillir et restaurer 6.000 passagers par jour, répartis en 4 trains.

En 1939, à la déclaration de guerre, les départements de l'est : Moselle, Haut et Bas-Rhin, émigrent vers leurs départements d'accueil. Leur patois et coutumes, proches de ceux d'Outre-Rhin, sont souvent causes de ségrégation, mais cet exil leur a évité d'être naturalisés allemands.

La drôle de guerre

La Mayenne reçoit ses premiers réfugiés : 8.500 début septembre 1939, 30.000 à mi-octobre, alors que s'instaure la *drôle de guerre* dont se contentent les Français, sans grands combats jusqu'au 10 mai 1940, lorsque 900 blindés allemands foncent vers la Manche, isolant nos meilleurs régiments qu'on vient d'envoyer au secours des Belges et des Hollandais.

C'est la fin de la *drôle de guerre* et l'apparition de l'espionite, du bobard, de la 5ème colonne, dont on trouve des exemples dans les notes inédites du capitaine Dehollain, agriculteur à Presles, à qui des officiers en fuite venaient de confier le rôle de commandant de la place. Tout peut devenir suspect : un stylo, un avion avec fumigène, une femme suspecte au pont Gambetta, des parachutistes à Beuvardes et Jaulgonne, et sept autres le 11 à Leury, etc.

L'exode

Dans le même temps, s'écoule sans arrêt dans Soissons un flot de fugitifs et de convois, dont un colonel chargé de stopper l'ennemi avec ses blindés qui passe le 15 à Soissons, à contre-courant de l'*interminable sirop*, comme l'a défini Saint Exupéry. C'est de Gaulle qui s'en va installer son PC à Bruyères et Montbérault. Ou en sens contraire, le percepteur, négligeant ses propres biens, qui veut sauver son *Trésor Public*, registres, comptes et caisse, avec sa brouette.

A St Lunaire (35), un employé de la mairie de Soissons, exilé avec les archives municipales, sans sa famille, a laissé un témoignage de ses étranges conceptions sur les évènements. En effet, il accepte la défaite, espère un armistice avec arrêt des combats et admet que l'ennemi est correct. Aujourd'hui, certains le définiraient défaitiste, mauvais français, pétainiste, collabo, etc ! Or rien de tout cela. Il s'agit d'un patriote qui, quelques semaines plus tard, s'impliquera en Résistance

Mai 1940 : l'exode

dans le réseau soissonnais *Vérité Française.* C'est Aimé Dufour, secrétaire général de mairie, qui paiera cet engagement de sa vie en camp de déportation.

De toute l'Histoire mondiale connue, c'est le plus important exode de populations sur une brève durée. En un mois, deux millions de Belges et Hollandais et huit millions de Français, perturbent des centaines de milliers de soldats qui montent affronter l'envahisseur et contrarient l'écoulement de ceux qui, déjà vaincus, le fuient.

La Mayenne accueillera 38.000 réfugiés au 14 mai 1940, le double 3 jours après, le double encore le 19, jusque 150.000 le 22, soit trois fois plus que prévu. Le préfet signifia au ministère de l'Intérieur qu'il n'acceptait plus personne. Mais on ne pouvait arrêter l'*interminable sirop*. Ils seront 161.000 le 31 mai avec un maximum de 172.960 le 14 juin. Au 30 septembre, malgré les retours, la Mayenne en comptera encore 28.206.

L'exposé comportait le récit du transfert des archives municipales par Aimé Dufour, celui de l'exode de la famille D… du 17 au 26 mai, avec illustrations précises sur le vif.

Puis les notes du capitaine Primaux, sur la défense des ponts de Soissons par les 3.000 légionnaires du 12èmeREI.

Le pont Gambetta en 1940.

Et enfin, l'abandon de Soissons d'après les notes de Caubissens, employé d'octroi, auquel les Allemands confièrent la gestion de l'intendance au profit des derniers Soissonnais partis jusqu'au retour des premiers revenus.

Après avoir installé ses administrations et sa police, l'ennemi repart en chasse vers le sud.

Jusqu'en octobre, ce sera le retour progressif de l'essentiel des milliers de Soissonnais exilés.

Les Soissonnais commencent à revenir dès la mi-juillet. Les commerçants, artisans, professions libérales qui sollicitent la réouverture de leurs activités, doivent fournir un inventaire. Ils sont 10 postulants le 16 juillet, 117 le 29, 338 le 25 août et 512 à fin septembre.

Il apparaît dans les archives municipales que tous les commerces de bouche ont été totalement dévalisés.

L'armistice et le découpage de la France

La convention d'armistice du 22 juin a dissocié la France vaincue. En laissant une certaine autonomie à l'Administration française, Hitler pouvait affecter de nombreuses troupes à l'invasion de l'Angleterre et aux Français incombaient les litiges résultant de la désobéissance à l'Occupant.

On connaît l'image de la France coupée en deux par la ligne de démarcation. Ce binôme géopolitique était compliqué par d'autres législations disparates que ceux qui voulaient changer de zone durent affronter. A savoir, en résumé : **zone occupée** au nord de la Loire et jusque l'Espagne par la côte ; **zone non** occupée sous l'autorité directe de Vichy ; **enclave italienne** convoitée par Mussolini, entre Chambéry, Grenoble, Toulon, Nice et la Corse ; **zone d'annexion** des départements du Nord ; **zone interdite** de la Somme à Genève, avec une partie au nord de l'Aisne ; **zone réservée** englobant l'ex Saint Empire romain germanique jusqu'au lac Léman, où Goëring ambitionna le titre de duc de Bourgogne, comme Charles le Téméraire ; **zone Alsace et Lorraine** allemandes ; **zone dite Mur de l'Atlantique,** du Danemark à l'Espagne ; nos **colonies**, objets de combats fratricides. Et une étrange **zone anglo-normande**, conquête sur l'Angleterre où la Wehrmacht pratiquait l'Entente Cordiale avec les bobbies .

Le 1er juillet, un comité directeur municipal se constitue. Caubisens abandonne son intérim multifonction à Bouldoire, Dansac, Dubois-Brandin, Débruyère, Léquebin et Schmidt, lesquels élisent De Fay, maire provisoire.

Exemple de circulaire de la *Kommandantur* de Soissons :

Habitants de Soissons et des environs, que chacun reprenne possession de sa maison et y remette de l'ordre le plus tôt possible. Celui qui la trouvera détruite s'adressera à ses voisins qui lui offriront une hospitalité provisoire.

Fermiers et cultivateurs reprendront immédiatement leurs travaux. Ils rassembleront tout le bétail, même celui qui ne leur appartient pas et en prendront soin. Ils enterreront les cadavres, etc

Aux archives municipales, on trouve des doléances contre l'Occupant, des inventaires de commerçants rentrés d'exode, le cahier de réquisitions qui témoigne que les allemands ne pillèrent pas mais firent exécuter leurs réquisitions par la mairie. L'administration locale française était donc la seule incriminable.

René Verquin.

C'est ensuite Mme Marie-Agnès Pitois-Déhu qui enchaîne pour détailler la période la plus difficile pour les Soissonnais :

L'occupation allemande

Le régime de Vichy réforme en profondeur la société. Conformément à la loi du 16 novembre 1940, le maire et les conseillers municipaux sont au nombre de 20 et désignés par l'Etat, devenant ainsi les rouages du pouvoir central. Un nouvel ordre moral s'installe avec la famille pour point central. La fête des mères est lancée le 25 mai 1941. Sous le patronage de la municipalité et du Secours national, on honore particulièrement les mères de familles nombreuses avec remise de médailles à partir de 5 enfants, ouvrant droit à des tickets spéciaux d'approvisionnement.

De 1940 à 1944, les administrations s'enchevêtrent, les services d'occupation prolifèrent mais avec la même consigne : le maintien de l'ordre et la répression du terrorisme ; les Allemands opèrent un véritable pillage et prennent possession de nombreux immeubles : l'ancien hôtel de la Croix d'or devient le foyer du soldat, le cinéma Clovis leur est réservé, l'institution St Rémy est une "schillerkaserne", l'hôpital est réservé aux soldats allemands. 26 firmes allemandes se répartissent dans Soissons entre la caserne Gouraud, le boulevard Jeanne d'Arc, le boulevard Voltaire, la place Mantoue, etc.. Les maisons les plus belles sont réquisitionnées et les meubles transférés d'une maison dans une autre. La présence allemande est d'autant plus insupportable que le souvenir de l'autre occupation est encore proche.. Ces exigences des Allemands entraînent des pénuries en alimentation, en chauffage, en carburant et en matières premières.

Avec le maire, le Docteur Dansac qui fait aussi office de sous-préfet, un magasin municipal de ravitaillement (denrées, carburant) est mis en place en septembre 1940 pour faire face à la faiblesse des moyens de transport, à l'absence de commerçants réguliers et aux difficultés nées de la division du territoire en zones. Cette initiative cessera le 25 février 1941.

Dès 1941, d'abord chaque mois puis ensuite tous les trois mois, les Soissonnais viennent en mairie pour obtenir leurs cartes d'alimentation. Sans ticket et sans inscription chez le commerçant concerné il est impossible d'obtenir pain ou viande. Pour les vêtements et les chaussures, une carte spéciale est nécessaire.

De nouvelles habitudes s'installent. Les boulangers ont l'obligation de vendre le pain légèrement rassis, les boucheries sont fermées trois jours par semaine, le poisson arrive difficilement du fait de la pénurie de carburant, le lait manque aussi car seul le nord du département est véritablement laitier et la Thiérache est en zone interdite, en outre le cheptel à fortement diminué du fait des combats et de l'exode. Les différents sous-préfets de Soissons envisagent la question sous un angle guerrier et parlent d'une véritable "bataille du lait". En moyenne, 1.500 à 1.600 litres de lait sont nécessaire par jour mais les petits producteurs préfèrent fabriquer du beurre et le vendre au marché noir. Hors du lait, la pénurie est fonction de la saison mais celle-ci découle surtout de l'insuffisance des superficies consacrées aux cultures au détriment de celles consacrées à la nourriture des animaux. Par ailleurs, beaucoup de producteurs sont prisonniers en Allemagne et les plus jeunes réquisitionnés par l'organisation Todt. Durant l'hiver 1942 particulièrement froid, on ne trouve pratiquement plus de légumes sur le marché, les tickets de viande sont honorés mais lapins et volailles sont introuvables, la pénurie de charbon est ressentie encore plus cruellement.

Devant cette situation le marché noir devient un sport à Soissons comme partout en France mais seulement pour ceux qui peuvent payer les marchandises à un prix prohibitif. Aller à la campagne voir une vieille cousine qui a des poules et des lapins peut être une autre solution un peu moins onéreuse. L'inspection académique fait organiser un "marrainage" des enfants des écoles des villes par les enfants des écoles des communes rurales plus favorisées pour venir au secours des enfants sous alimentés.

Le Secours national, organisme français créé en 1914 pour venir en aide aux militaires, à leurs familles ainsi qu'aux civils est réactivé le 20 mai 1940. Le secrétaire pour l'Aisne est M. Balsan qui organise des cantines scolaires, cuisine d'entraide, goûter des mères, et distribue des biscuits caséinés. Par ailleurs, il prévoit des bons de semences pour les jardins familiaux.

Mais les nazis ne se contentent pas de piller les ressources, ils prennent également les hommes ; la main d'œuvre française est un réservoir de choix tant pour son nombre que pour sa qualification. La municipalité demande de ne pas prélever les employés touchant particulièrement le ravitaillement général ; des exemptions sont nécessaires pour le maintien de la vie économique. Les rapports de la Préfecture notent le manque de main d'œuvre pour les départs vers l'Allemagne ou pour l'organisation Todt pour ravitailler les chantiers de Cherbourg, Saint Nazaire, de la Somme et de Margival. Parmi les réquisitionnés, beaucoup sont déclarés inaptes ; est-ce la conséquence des restrictions ou plutôt la résistance des médecins ? Les lettres de dénonciation arrivent en mairie pour signaler avec des noms les injustices du système. A Soissons, 26 entreprises allemandes et 7 françaises travaillent pour l'organisation Todt. En février 1943, l'instauration du STO (service du travail obligatoire), les réquisitions et la fuite des hommes accroissent la pénurie de main-d'œuvre ; en novembre, 26 ouvriers n'ont pas rejoint l'Allemagne après une permission, les réfractaires se cachent à la campagne et le plus souvent à Paris. Le sous-préfet demande des groupements mobiles pour les surveiller tandis que les réquisitions deviennent de plus en plus insupportables.

La vie quotidienne est de plus en plus difficile et une étude de l'opinion publique montre les limites de la politique de Vichy. En 1940, la population résignée mais surtout anesthésiée, avait accepté le nouveau régime de Vichy mais la pression allemande se fait de plus en plus dure. L'instauration du STO montre que Vichy a basculé dans la collaboration la plus extrême. A cela s'ajoutent les bombardements alliés des usines travaillant pour la production de guerre allemande. Les vols deviennent de plus en plus nombreux : animaux, récoltes, linges, denrées diverses, roues de camion et même les cartes dans les mairies. Les trafics sont importants : on livre des bons d'essence pour des tracteurs inexistants, les exploitants forestiers du département préfèrent diriger leur production vers la région parisienne où le charbon de bois est payé au prix fort. D'une façon générale, les magasins sont fermés quand le règlement n'est pas respecté ; un cultivateur qui a refusé de livrer son lait est incarcéré à titre d'exemple. La population est irritée car on poursuit les petits et non les gros trafiquants ; les difficultés de la vie quotidienne et leurs conséquences sont de plus en plus grandes au fur et à mesure de l'avancée de la guerre. En mai 1942, la Vie ouvrière, organe des syndicats de l'Aisne, conseille à ses lecteurs de passer le dimanche à la campagne pour se ravitailler et de partir en groupe afin de résister aux policiers qui, sous prétexte de lutter contre le marché noir, dévalisent les contrevenants avec pour consigne "*si les flics vous arrêtent et veulent saisir vos marchandises, résistez de toutes vos forces et infligez leur le châtiment qu'ils méritent, ce sont des traîtres au service des Boches*". Les comités féminins de l'Aisne remettent en cause le Secours national dans les bureaux duquel il fait une chaleur étouffante ; ils visent même l'honnêteté de leurs employées qui auraient un penchant inavoué pour les cigarettes et le chocolat ce qui expliquerait leur disparition des colis. 1942 est aussi une année funeste ; une série de décès et de démissions se produit simultanément parmi le conseil municipal dont le maire, Fernand Marquigny le 30 octobre.

Les Soissonnais n'en peuvent plus et aspirent à la fin de la guerre. Le régime de Vichy ne prend même plus la peine de sauver les apparences ; désormais ses ennemis sont les mêmes que ceux des nazis, la collaboration sous pression allemande est évidente, cette collaboration qui se justifiait pour atténuer les malheurs des Français a échoué. Le régime de Vichy est devenu l'auxiliaire zélé de la politique de répression et de persécution nazie.

En conclusion, pour reprendre une citation de Philipe Burin, auteur de "la France à l'heure allemande, "c'est une certaine image de la France qui a été blessée par la compromission avec l'un des pires régimes de l'Europe moderne".

Marie-Agnès Pitois-Déhu.

Le 22 mai, visites à Villeneuve-sur-Fère . . . .

La maison des Claudel

Madame Simone Conrad, élue de Villeneuve sur Fère, en charge de la Culture, nous accueille avec Madame Madeleine Rondin, secrétaire générale de l'association Camille et Paul Claudel en Tardenois et du réseau des maisons d'écrivains en Picardie qui assumera la visite.

Louis Prosper Claudel, receveur de l'enregistrement à Fère en Tardenois, épouse en 1862 Louise Athanaïse Cerveaux qui hérita en 1864 de ce presbytère du 18ème siècle à Villeneuve. Leur fille aînée, Camille, naquit à Fère en 1864, mais sa sœur Louise en 1866 et son frère Paul en 1868 verront le jour à Villeneuve.

Le père de Louise Athanaïse, le docteur Cerveaux, vint y habiter en 1866 quand il quitta sa maison à Arcy-Sainte-Restitue.

Les Claudel habitèrent alors la "grande maison" en face que Nicolas Cerveaux, curé de Villeneuve et frère du Docteur Cerveaux avait achetée en 1850.

Dès 1870, les mutations de Louis Prosper à Bar le Duc, puis, devenu Conservateur des Hypothèques, à Nogent sur Seine et à Paris en 1881, ne permettront à la famille que de séjourner à Villeneuve seulement l'été.

En 1890, lorsque Louis Prosper prend sa retraite, il s'y installe définitivement avec sa femme.

Camille étudie la sculpture à Paris à cette époque. Mais, à partir de 1905, elle ne reviendra plus à Villeneuve : sa rupture avec Rodin, puis avec sa mère, les fréquents séjours de son frère à l'étranger, le manque de commandes de l'état, vont la précipiter dans une profonde dépression tragique (paranoïa ?).

En 1913, à la mort de son père, elle est internée dans une "maison de santé spéciale" à Ville-Evrard, puis en Septembre 1914, dans le Vaucluse à l'hôpital de Montfavet, à Montdevergues où elle décèdera en 1943, demandant sans cesse : "je voudrais bien être au coin de la cheminée à Villeneuve, mais hélas ! …."

Quant à Paul, sa carrière d'écrivain et de diplomate lui permettra de fréquentes visites à Villeneuve ; il y reviendra avec ses enfants puis ses petits enfants.

En 1926, Madame Claudel vendra la maison à son petit fils, Jacques de Massary.

Le presbytère avait été vendu à la commune en 1873. Remis en état en 1968, il servira de petit musée Paul Claudel jusqu'en 1973. Le Conseil général de l'Aisne le rachète en 2000 pour en assurer la restauration. Les travaux de mise hors d'eau sont réalisés (toiture et façades) mais l'intérieur nécessite une restauration importante. Le Conseil général le revend pour 1 € symbolique à la Communauté d'agglomération du sud de l'Aisne, en 2011. Une réouverture au public comme maison d'évocation Camille et Paul Claudel, ainsi qu'une maison d'écrivain est envisagée.

L'atmosphère de Villeneuve a été source de création littéraire pour Paul et c'est ici que Camille commença sa carrière de sculpteur. Cette terre a inspiré 2 grands artistes du 20ème siècle.

L'église

Datée des 12ème-13ème siècles, elle est inscrite à l'inventaire des Monuments historiques, et se dresse au milieu du cimetière et jouxte le presbytère.

Le portail est roman, la nef simple aux arcades obstruées. La construction du chœur, élégant et lumineux date du 16ème siècle ; il est en cours de restauration.

L'intérieur de l'église
et
la statue de St Georges.

La statue équestre, en bois peint, de Saint Georges terrassant le dragon daterait du début du 16ème siècle. Les tombes des parents et de plusieurs membres de la famille Claudel se trouvent dans le petit cimetière, contre l'église. Seule une plaque sur le mur rappelle le souvenir de Camille.

Monique Judas-Urschel.

. . . .et à Coincy l'abbaye

L'église

Sur la place du village traversée par l'Ordrimouille, se dresse l'église paroissiale Notre-Dame de l'Assomption. Sa façade aux différents styles témoigne de son existence dès la fin du XIème siècle, époque à laquelle un prieuré clunisien voit le jour à ses côtés et disparaît à la Révolution. L'église Notre-Dame lui survivra et c'est elle qui, encore aujourd'hui nous amène à nous interroger sur ces 7 siècles de vie monastique dont elle a été le témoin.

Se préoccupant de la vie spirituelle du bourg naissant, les comtes de Champagne fondent une église desservie par des chanoines. Cette collégiale est remplacée par une abbaye régie par la règle de Saint Benoît. C'est à partir de cette abbaye que l'ordre clunisien pénètre à Coincy, vers la fin du XIème siècle et pour lequel un bref rappel n'est peut-être pas superflu :

La règle bénédictine, adaptée au IXème siècle par St Benoit d'Aniane pour tous les monastères, fait du système bénédictin le seul régime du monachisme occidental. Mais son unification n'empêche pas une extrême fragilité, notamment au moment des invasions, où les monastères, avec leurs réserves alimentaires importantes et la richesse des objets cultuels, sont des proies de choix. En quelques années, le déroulement de la vie monastique est presque devenu impossible. Beaucoup de monastères disparaissent. Il faut une réforme. C'est dans ce contexte qu'apparaît un monastère appelé à une grande prospérité : Cluny.

C'est Guillaume, duc d'Aquitaine et comte de Mâcon, qui fonde l'abbaye de Cluny, en 909. Sa charte de fondation et de donation commence ainsi : « si la Providence de Dieu veut qu'il y ait des hommes riches, c'est afin qu'en faisant un bon usage des biens qu'ils possèdent de façon transitoire, ils méritent des récompenses qui dureront toujours… c'est en considération de cela et parce que je désire pourvoir à mon salut pendant qu'il en est temps que moi, Guillaume, j'ai estimé raisonnable, voire nécessaire, de mettre au profit de mon âme une petite portion des biens temporels qui m'ont été accordés ». Pour cela, il fait donation à Rome de son domaine de Cluny, en l'honneur de St Pierre et St Paul, pour y établir un monastère obéissant à la règle de St Benoît d'Aniane.

Pendant une centaine d'années, Cluny se contente de réformer les monastères. Ensuite, l'Ordre grandit en recevant des biens fonciers sur lesquels il construit des couvents. A la réforme succède donc l'essaimage. Une hiérarchie s'ébauche. C'est avec l'abbé de Cluny Hugues de Semur, au milieu du XIème siècle, que cette évolution se fait surtout sentir. L'abbé de Cluny concentre désormais tous les pouvoirs entre

ses mains. Lui seul porte le titre d'abbé. Les autres couvents sont des prieurés. A leur tête, des prieurs nommés par l'abbé de Cluny.

Comment expliquer la réussite de cet Ordre ? D'abord par le soutien du pape qui lui garantit son autonomie. Mais la principale explication c'est que, jusque là, les moines obéissant à la règle de St Benoît pour régir leur conduite, essayaient de trouver un équilibre entre le travail, les activités intellectuelles et la prière. L'interprétation clunisienne rompt cet équilibre et privilégie la liturgie. Cluny devient une citadelle de prière. Les prières ont un but vital : assurer le salut des vivants et des morts. C'est un abbé de Cluny qui institue la commémoration de tous les fidèles qui ont vécu depuis l'origine du monde et qui correspond à cette fête des morts que l'on célèbre encore de nos jours, le lendemain de la Toussaint. De plus, les Clunisiens attachent une importance spéciale à la beauté des chants et de la liturgie. On leur prête le pouvoir, par leurs supplications, d'abréger le séjour au purgatoire. On comprend pourquoi de nombreux laïcs se tournent vers Cluny et font des donations. En obtenant que leurs noms et ceux de leurs proches figurent sur les obituaires, les seigneurs sont persuadés d'assurer leur salut. Toute la réussite de Cluny, toute sa force vient de là.

C'est en cette fin du XI^{ème} siècle et dans ce contexte que l'on rencontre le comte Thibaut 1er de Champagne. Il a entendu parler de Cluny et de son célèbre abbé Hugues de Semur. Lui aussi pense sauver son âme en faisant une donation. Pour cela, il offre à Cluny le village de Coincy avec son abbaye. Cette dernière perd donc son titre d'abbaye et prend le nom de prieuré, avec à sa tête un prieur dont l'élection doit être confirmée par l'abbé de Cluny. De plus, pour suivre l'exemple de Cluny, Thibaut fait construire une nouvelle église à Coincy, en l'honneur St Pierre et St Paul . C'est cette église du prieuré qui s'écroule en 1791. Il n'en reste aucune trace aujourd'hui.

Mais l'ancienne collégiale est toujours là. On ne l'avait pas détruite. Et même si elle était restée un peu dans l'ombre, on ne l'avait pas oubliée pour autant puisque pendant tout ce temps, elle était devenue église paroissiale (le 1er titre qui la mentionne en tant que telle remonte à l'année 1254) et que, depuis, elle se manifeste à l'occasion de nombreuses transformations : au XIII^{ème} siècle, construction du chœur à chevet plat. Il est voûté d'ogives retombant sur des colonnes coiffées de chapiteaux à crochets. On y trouve un retable en bois sculpté, peint et doré, représentant une mise au tombeau. De la même époque datent le bras sud du transept éclairé par une rosace et l'espace de la sacristie. Dans le bras nord du XVI^{ème} siècle, on peut voir une grande statue brisée de la Vierge à l'Enfant ; elle se tenait jadis au-dessus du portail occidental. Les bas-côtés remontent au XVI^{ème} siècle

Sa nef charpentée à l'origine date de la fin du XI^{ème} siècle. Elle se compose de 4 travées. Son premier niveau se caractérise par des grandes arcades en plein cintre retombant sur des piliers carrés. Un deuxième niveau est constitué de fenêtres hautes simplement ébrasées. Entre ces 2 niveaux, on trouve généralement dans les églises d'époque romane un mur décoré de peintures murales ; mais ce qui est plus rare et même exceptionnel, c'est de les retrouver dans un état de conservation tel qu'à Coincy.

En effet, un grattage de la nef en 1894 a permis de découvrir des traces de peintures du XII^{ème} siècle. Elles ont été restaurées au début des années 1990 et représentent des chevaliers sur leurs montures, armés pour le combat. On y reconnaît le sire de Coucy. L'artiste a-t-il voulu reproduire la visite de Thibaut de Champagne et d'Alix, sa femme, avec leur éblouissant cortège, lors de la dédicace de l'église et de la confirmation des franchises accordées à la ville ? ou bien encore une grande scène des croisades ? ou alors un grand évènement local tel que l'élévation à la papauté d'un enfant du pays, Eudes de Châtillon, issu d'une grande famille du diocèse de Soissons, qui termine ses études à Reims, vient prendre l'habit au prieuré de Coincy, puis est nommé prieur de Binso. Il est nommé cardinal par Grégoire VII, puis devient pape en 1088 sous le nom d'Urbain II. C'est ce même pape qui, à l'issue du concile de Clermont (1095), incite les chevaliers à partir pour la première croisade. C'est encore la statue de ce pape des croisades, Urbain II, qui s'élève à Châtillon sur Marne. Histoire à suivre….

Avec ses peintures murales et les nombreux éléments sculptés provenant de l'ancienne priorale, l'église Notre-Dame de Coincy est attachante mais son intérêt majeur ne vient-il pas du fait qu'en reprenant son histoire, elle nous amène à un sujet plus complexe qui attise notre curiosité, celui de l'implantation clunisienne dans le diocèse de Soissons.

Jeannine Vercollier.

Notre excursion pique-nique du 19 juin 2011

Notre circuit en car en Thiérache a vivement intéressé tous les participants tant par les sujets proposés que par leur diversité et l'accueil reçu à chaque point de visite.

Première étape : **l'imprimerie du journal "Le démocrate de l'Aisne" à Vervins**. Sa particularité est d'être le plus vieux journal de France toujours composé au plomb depuis presque 40 ans sur des machines datant du début du siècle et maintenues en parfait état de marche. La curiosité était intense devant ces machines et leur mise en fonctionnement spécialement pour la visite : d'abord, le linotypiste composant le texte sur son clavier, la fonte de chaque ligne en plomb, ensuite la mise en page en colonnes bloquées dans un cadre ; ensuite, c'est le typographe qui installe ces cadres dans l'imprimante. Celle-ci, mise en fonctionnement, tire le papier d'une grosse bobine, le presse sur les cadres qu'elle a préalablement encrés, puis continue de tirer le papier pour le couper au format du journal, de le plier prêt pour la lecture et même au format nécessaire à un envoi postal. Une petite conférence sur l'histoire du journal a conclu cette rencontre que le journal avait annoncée dans son édition du vendredi précédent en se déclarant prêt à nous réserver un accueil chaleureux, ce qui a comblé notre curiosité.

Le linotypiste installe dans des cadres les lignes en plomb qu'il vient de composer.

La visite se poursuit vers **les jardins du château de Puisieux et Clanlieu** (labellisé "jardin remarquable") où le pique-nique est prévu. La température fraîche et le vent désagréable font apprécier de pouvoir s'installer sous une grande tente du jardin. Le château fut construit à l'emplacement d'une ancienne forteresse médiévale vers 1780 par le marquis de Fay seigneur des lieux. Après le déjeuner, la visite du parc et des jardins réserve d'agréables surprises. Le parc à l'anglaise qui s'étend sur près de 4 hectares est un véritable arboretum : cèdre du Liban (250 ans, 7 m.40 de circonférence et 36 m. de haut), séquoia géant, ginkgo-biloba, hêtre pourpre, frêne pleureur ... Le jardin à la française ne démérite pas : hortensias, iris, les chambres de roses, le jardin des lys rappelant le blason de la famille de Fay.

L'étape suivante est pour **le temple-musée de Lemé**. Le premier édifice avec son presbytère date de la période 1820-1830. Le temple actuel refait a été inauguré le 11 septembre 1853. Devenu le plus grand temple de la Thiérache, il accueillait les garçons

de son orphelinat jusqu'à sa fermeture en 1974. Après sa restauration en 1990, c'est une association culturelle qui l'a pris en charge pour en faire un centre culturel thiérachien d'inspiration protestante. Son musée s'articule autour de plusieurs thèmes : les fondements du protestantisme (l'autorité souveraine de la Bible en matière de foi, la gratuité de la Grâce de Dieu), son histoire ne Thiérache et dans le nord de la France, son rôle en faveur de l'enfance et l'évocation des missions en Afrique.

Le car effectue ensuite un bref arrêt devant le **cimetière de Lemé**, Cette nécropole militaire franco-allemande offre cette particularité d'avoir été voulue par Guillaume II afin d'enterrer les soldats du 1er régiment de la garde impériale et les soldats français qui se sont battus à cet endroit dans les derniers jours du mois d'août 1914. D'autres soldats Allemands et Français ont ensuite été enterrés en ce lieu comme Friedrich von Bismarck tué en 1916 dans la Somme. Le caractère particulier de ce cimetière, géré par le service des sépultures allemandes, explique que les tombes françaises sont constituées de petites dalles blanches, à la place des croix traditionnelles.

Le circuit se poursuit vers les deux autres points de visite : les deux châteaux thiérachiens de **Marfontaine et Bois-les-Pargny**

Le village de **Marfontaine** est mentionné pour la première fois en 1051, date à laquelle l'évêque de Laon le vend à l'abbaye de Saint-Michel. Dans le courant du XII^{ème} siècle, il devient la propriété d'un seigneur laïc. En 1575, la famille de Proisy hérite du domaine lors du remariage de François de Proisy avec Marguerite de Vaudier de Beaumont, veuve de Jacques Raoul de Fay d'Athies.

Comme en témoignent les inscriptions sur la facade, la construction du château actuel date des années 1617-1619 à l'initiative de sa châtelaine Marguerite de Beaumont.

Il passe ensuite successivement aux familles d'Hallencourt et de Noailles. Durant la guerre de 14-18, il est aménagé en casernements par les Allemands et héberge des prisonniers français.

Le château est implanté sur une colline qui domine le village. Le porche d'entrée a remplacé un châtelet dont il subsiste une des tours. Il porte la date de construction : 1818 avec le nom du propriétaire et celui du maçon. La cour forme un pentagone bordé sur un côté par le logis et sur les autres par les bâtiments ruraux, grange, écurie et autres remises. Tous ont fait l'objet de la même campagne de travaux du début du XVII^{ème} siècle. Toutefois, il subsiste quelques traces de bâtiments plus anciens attestés notamment par les caves. Le logis a été agrandi au XVIII^{ème}. La partie la plus ancienne édifiée vers 1617 comporte une intéressante salle voûtée de croisées d'ogives.

on ne peut dire si ces voûtes, qui ne sont plus de mise à cette époque, constituent un archaïsme de la construction ou si elles proviennent d'un bâtiment plus ancien englobé dans le nouveau château.

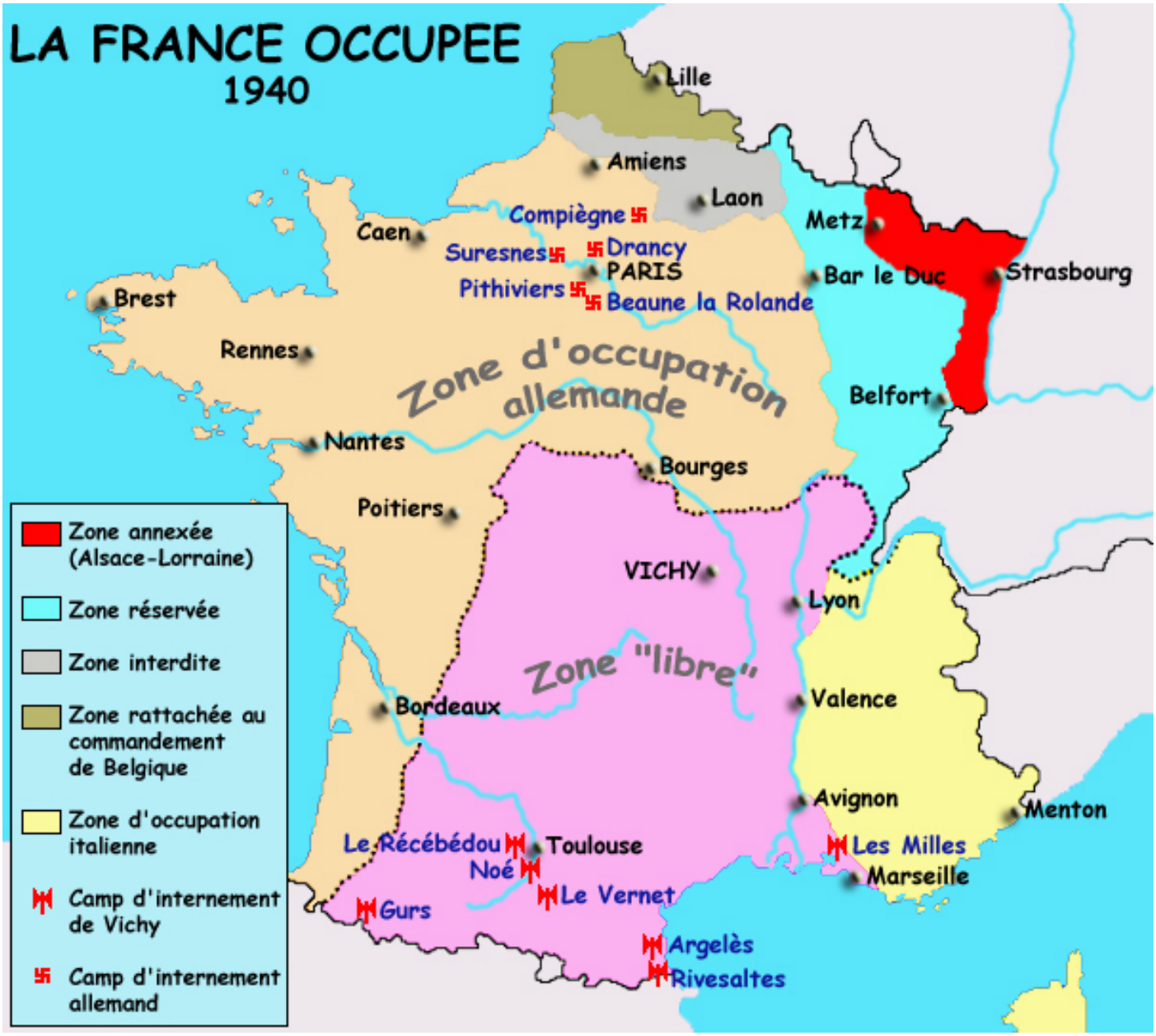
Un grand jardin fermé d'un haut mur cantonné de tourelle complétait cet ensemble remarquable relativement bien conservé.

La seigneurie de **Bois-les-Pargny** appartenait jusqu'au XVI^{ème} siècle à l'abbaye Saint-Jean de Laon. Elle avait été donnée par Enguerrand IV de Coucy à l'abbaye du Sauvoir qui l'avait ensuite cédée à Saint-Jean. En 1595, les moines de Laon vendirent la seigneurie à Louis de Maubeuge . Cette famille la conserva jusqu'à la Révolution.

Le château est implanté dans le village, juste en face de l'église. Il ne reste plus rien du mur d'enceinte et qu'une faible portion du châtelet. Le donjon est parfaitement daté : 1611 sur les deux façades. Un petit corps de bâtiment a été ajouté en 1722.

Alors que le château de Marfontaine utilise les règles de l'architecture classique, celui de Bois-les-Pargny reste dans une tradition médiévale : une grosse tour carrée cantonnée de quatre tours ou échauguettes. L'intérieur, en revanche, présente quelques indices de modernisme, notamment dans l'exécution des planchers. Il comporte quatre niveaux dont un sous comble.

Les dates inscrites sur les façades montrent à quel point il faut être prudent dans la datation des édifices. Sans celles-ci nous aurions été tentés de proposer le milieu du XVII^{ème} siècle et le XV^{ème} siècle pour deux ouvrages exactement contemporains. On ne doit jamais perdre de vue que, comme aujourd'hui, le maître de l'ouvrage pouvait faire preuve de modernisme ou d'archaïsme dans sa conception •



Le découpage de la France en zones après l'armistice de 1940.